

## Études d'histoire religieuse



Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec, vol. II (1896-1929)*, Montréal, Fides, 2004, 328 p. 30 \$

Hélène Pelletier-Baillargeon

Volume 71, 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1006617ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1006617ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

### ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Pelletier-Baillargeon, H. (2005). Compte rendu de [Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, vol. II (1896-1929), Montréal, Fides, 2004, 328 p. 30 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 71, 115–117. <https://doi.org/10.7202/1006617ar>

confessionnalisation du système de transmission-reproduction des valeurs. Autrement formulée, la question s'énonce ainsi : pourquoi le gouvernement provincial du Québec dont c'était la compétence, n'a-t-il pas revendiqué et voulu avant 1960 la responsabilité en matière d'éducation publique, de santé et de bien-être ? Question difficile (83) à laquelle M. Milot ne répond pas à la mesure de l'importance de la question. Et même si la dimension coloniale est bien présente dans l'analyse, on peut se demander si elle ne fait partie encore plus profondément de la réponse à cette question spécifique. Une explication critique d'une neutralité présentée comme très positive est peut-être de ce côté.

Chose certaine, cet ouvrage dense, bien documenté, analyse des questions classiques et fondamentales avec des questions nouvelles, rajeunies, et invite à des étonnements bénéfiques pour le lecteur et pour le savoir. Ce n'est pas son dernier mérite que de couvrir deux siècles, d'enjamber hier à aujourd'hui ; ça nous change du fragment.

Yvan Lamonde  
Département de langue et littérature françaises  
Université McGill

Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, vol. II (1896-1929), Montréal, Fides, 2004, 328 p. 30 \$

Dans tout travail de recherche sur les idéologies, Fernand Dumont professait qu'il importait moins d'émettre des jugements de valeur que de bien mettre en lumière les faits, les influences et les événements susceptibles d'avoir provoqué leur émergence. C'est ce dont s'acquitte de façon remarquable ce deuxième ouvrage que vient de leur consacrer l'historien Yvan Lamonde. Le choix généreux des citations, tout autant que le récit empreint d'humanité de l'aventure intellectuelle vécue par les Canadiens français au cours des décennies 1896-1929, en font une lecture susceptible de valoir à ce livre un lectorat cultivé qui déborde largement celui des spécialistes de cette période.

L'auteur emprunte de très nombreuses avenues reliées à la vie politique, sociale, économique et littéraire du Québec d'alors. Les praticiens de l'histoire religieuse, pour leur part, seront particulièrement intéressés par les éclairages que celui-ci projette sur les politiques romaines de l'époque à l'endroit des rapports souvent conflictuels vécus entre les membres et les institutions catholiques des « deux peuples fondateurs » : crise des écoles du Manitoba suivie, en 1897, de l'encyclique *Affari vos*, reçue comme une douche froide par une large majorité de l'épiscopat francophone ; Congrès eucharistique de 1910, couronné par un sermon démobilisateur pour la

résistance canadienne-française et prononcé, depuis la chaire de la basilique Notre-Dame de Montréal, par l'archevêque de Westminster, M<sup>gr</sup> Francis Bourne. Homélie suivie d'une réplique improvisée, respectueuse mais cinglante, du chef nationaliste Henri Bourassa sur l'égalité des droits de la foi et de la langue pour les catholiques du monde entier ; encyclique *Ubi arcano*, en 1922, dénonçant les dangers du nationalisme (depuis la crise de la conscription de 1917, la fracture politique n'a jamais été aussi profonde entre Canada français et Canada anglais). Le document du magistère sème le doute dans l'esprit tourmenté du fondateur du *Devoir* à l'endroit de ses prises de positions antérieures. Ambiguïté et pusillanimité qui conduiront bientôt la jeunesse et plusieurs des anciens disciples de Bourassa à militer derrière un nouveau leader.

L'abbé Lionel Groulx est éducateur, historien, homme d'action et grand admirateur du pamphlétaire ultramontain Jules-Paul Tardivel. En 1922, cette filiation inclinera sans doute le jeune fondateur de *L'Action française* de Montréal à caresser – à l'instar du défunt directeur de *La Vérité* – l'idée d'un État québécois indépendant, catholique et francophone. En 1926, la condamnation romaine, pour des motifs demeurés ambigus, de *L'Action française* de Paris – avec laquelle des collaborateurs de Groulx entretenaient certaines connivences – conduira le prêtre-historien à modifier le nom de sa publication pour celui d'*Action canadienne-française*. Prudence ecclésiastique qui l'amènera à mettre progressivement en veilleuse ses velléités indépendantistes pourtant cautionnées, jusque là, par des clercs respectés, tels le dominicain Ceslas Forest et l'abbé Philippe Perrier.

Captivante aussi, sous la plume d'Yvan Lamonde, l'histoire de l'incitation constante de l'Église du Québec pour détourner ses ouailles de l'influence néfaste de la « mauvaise France » : la France régicide, républicaine et laïque qui, à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle, s'est faite à nouveau persécutrice du clergé et des congrégations religieuses... Les agirs déplorables du « petit père Combes » entraîneront, sur les rives du Saint-Laurent, une cohorte traumatisée de pas moins de mille trois cents prêtres et religieux issus de la « bonne France » ! La « bonne France », c'est celle de l'Ancien régime, seule mère patrie dont puisse se réclamer, en toute fierté et orthodoxie, la jeune nation canadienne-française.

L'auteur fait justement remonter le dédouanement religieux des libéraux francophiles du Canada au fameux discours de Laurier, en 1877, revendiquant pour son parti, non plus ce libéralisme doctrinaire français tant honni par l'Église, mais bien désormais le libéralisme pragmatique anglo-saxon. Ce faisant, l'habile chef de parti se fait même un inconditionnel supporteur en la personne du très conservateur archevêque de Montréal, M<sup>gr</sup> Paul Bruchési... Après cette répudiation, on ne peut plus électoraliste, de son aile radicale – dont un Godfroy Langlois fera douloureusement les frais en perdant le

direction du *Canada* – l’auteur nous incite à comptabiliser les habiles percées opérées subséquentement par les nouveaux « libéraux modérés » – les Raoul Dandurand, les Athanase David – dans les anciens châteaux forts cléricaux des bibliothèques, des institutions culturelles et d’enseignement supérieur.

Enfin, dans la poursuite des avancées progressives du libéralisme dans les chasses gardées de l’Église, l’auteur met en relief – avec le départ précoce mais certes prévisible d’un Olivar Asselin et d’un Jules Fournier de la première équipe du *Devoir* – l’émergence de deux nationalismes parallèles. Celui, majoritaire, d’Henri Bourassa et de « l’école du *Devoir* » qui choisit la fidélité prioritaire à l’Église et se perpétue jusqu’à l’orée de la Révolution tranquille. Celui, minoritaire, incarné par Asselin et Fournier, bien ancrés tous deux dans la tradition libérale. C’est vraisemblablement ce « deuxième nationalisme » issu de la tradition libérale et maintenu en lisière jusque là, qui s’affirmera plus tard et finira par dominer la scène à la faveur de la « sécularisation de velours » des années 1960.

Dernière nuance que j’apporterais au terme de cet impressionnant survol de nos idéologies : l’apparition et les premières avancées du mouvement féministe québécois, durant la période étudiée ne sont pas redevables au seul courant libéral. En 1906, les deux co-fondatrices de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste étaient Caroline Béique, épouse du très libéral François-Liguori Béique, mais aussi Marie Gérin-Lajoie, née Lacoste, militante issue et associée à deux lignées familiales indubitablement conservatrices.

Il n’est pas exceptionnel, dans le Québec d’alors, de voir ainsi certaines percées significatives opérées par l’aile plus progressive d’un mouvement traditionnel. L’évolution du syndicalisme québécois, à la même époque, est là pour en témoigner.

Hélène Pelletier-Baillargeon  
Montréal

Dominique Marquis, *Un quotidien pour l’Église, L’Action catholique, 1910-1940*, Montréal, Leméac, 2004, 220 p. 23 \$

Cet intéressant ouvrage de Dominique Marquis, tiré de la thèse de doctorat de l’auteure, traite de la presse quotidienne catholique au Québec pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L’analyse porte plus précisément sur *L’Action catholique* et, par son questionnement, se situe au carrefour de l’histoire de la presse et de l’histoire religieuse. L’auteure choisit en effet « un moment précis de l’histoire de l’Église et de la presse : celui de leur rencontre au XX<sup>e</sup> siècle, alors que la presse est devenue presse d’information et média de masse et que l’Église n’a pas modifié fondamentalement